



Belgeo

Revue belge de géographie

1 | 2008

Aspects of the history of the Belgian geography and cartography

Vennetier Pierre (dir.), *A propos de développement rural en Afrique Noire*

Collection "Espaces enclavés" n°1, IOM (Institut d'Outre-Mer), ADES, DYSMET, s.l. (Bordeaux), 2007, 263 p.

Henri Nicolai



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/10233>

DOI : [10.4000/belgeo.10233](https://doi.org/10.4000/belgeo.10233)

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Édition imprimée

Date de publication : 31 mars 2008

Pagination : 149-153

ISSN : 1377-2368

Référence électronique

Henri Nicolai, « Vennetier Pierre (dir.), *A propos de développement rural en Afrique Noire* », *Belgeo* [En ligne], 1 | 2008, mis en ligne le 19 octobre 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/10233> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.10233>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.



Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Vennetier Pierre (dir.), *A propos de développement rural en Afrique Noire*

Collection “Espaces enclavés” n°1, IOM (Institut d’Outre-Mer), ADES, DYSMET, s.l. (Bordeaux), 2007, 263 p.

Henri Nicolai

RÉFÉRENCE

Vennetier Pierre (dir.), *A propos de développement rural en Afrique Noire*, Collection “Espaces enclavés” n°1, IOM (Institut d’Outre-Mer), ADES, DYSMET, s.l. (Bordeaux), 2007, 263 p.

- 1 Dirigé par Pierre Vennetier, le premier numéro de la collection “Pays enclavés” qui est consacré aux problèmes du développement rural en Afrique Noire, est d’une belle tenue et d’une grande diversité.
- 2 Plusieurs remarques préalables doivent être faites. D’abord, sur les six chapitres, deux seulement envisagent la problématique de l’enclavement, dénomination de la collection. Il s’agit de la contribution sur la partie ouest de la cuvette équatoriale du Congo-Brazzaville et en partie de celle concernant la région des Grands Lacs. Cette problématique est absente aussi de la contribution sur le Burkina Faso bien qu’il s’agisse d’un pays enclavé. Le thème principal de l’ouvrage est donc celui qui figure dans son titre même. Les auteurs ont voulu notamment répondre à la question : pourquoi tant d’efforts et tant d’argent consacrés depuis tant d’années à un si grand nombre de projets de développement rural de tous types n’ont-ils pas abouti à de meilleurs résultats alors qu’on ne peut pas accuser le paysan africain d’immobilisme ?
- 3 Deuxième remarque : il s’agit, sauf dans le cas du commerce du koko dans le Congo-Brazzaville et partiellement de l’article sur les périmètres irrigués du Burkina Faso, d’articles de synthèse et non de sujets pointus ou monographiques limités à de petits espaces régionaux.

- 4 Troisième remarque : les articles de synthèse sont fondés sur les connaissances personnelles de leurs auteurs et sur une bibliographie étendue qui est essentiellement de langue française. Ce dernier point n'est pas surprenant pour les territoires qui relèvent de l'Afrique francophone, occidentale ou centrale, mais peut l'être pour la région des Grands Lacs où la seule référence de langue anglaise est relative à une publication d'un organisme de l'ONU sur un site électronique, bien que trois pays de l'ensemble étudié soient anglophones. En fait, on peut considérer plusieurs parties de cet ouvrage comme une revue des travaux publiés par les chercheurs français, essentiellement géographes, sur les questions traitées. L'article général sur le développement rural par exemple se réfère surtout aux publications de l'ORSTOM (aujourd'hui IRD) et aux articles publiés dans les Cahiers d'Outre-Mer (Bordeaux) et dans les revues françaises de géographie.
- 5 Ces remarques préalables ayant été faites, il faut insister sur l'intérêt d'un ouvrage de ce type et sur son utilité. Il montre bien l'apport de la démarche géographique dans ces domaines et comporte un ensemble de réflexions générales, souvent originales, argumentées de façon solide et concrète. Il fournit un excellent état de la question.
- 6 Les contributions sont de dimensions inégales. Celle sur les problèmes de développement rural de l'Afrique tropicale dans son ensemble fait plus du tiers de l'ouvrage, celle sur ceux du Congo-Brazzaville, environ le quart. Le Congo au total en concerne 40 %. Le quart restant se répartit entre une contribution sur le Burkina Faso et une sur la région des Grands Lacs.
- 7 Cette dernière, par Alain Cazenave-Piarrot, traite de l'espace comprenant la branche occidentale du Rift africain (essentiellement le Kivu d'altitude, en République démocratique du Congo), la moitié sud de l'Uganda, le Rwanda, le Burundi, le nord-ouest de la Tanzanie et la partie du Kenya riveraine du lac Victoria. C'est une très bonne synthèse de ses problèmes actuels. Un rappel rapide des conditions naturelles introduit à une analyse subtile des campagnes et de leurs activités avec leur immuabilité apparente, marque du temps long aux évolutions lentes, leurs fortes densités paysannes qui maintiennent des taux de croissance élevés malgré une espérance de vie très courte et les massacres de la dernière décennie. L'agriculture reste d'auto-consommation à l'exception de très petits surplus vendus sur le marché, de quelques ceintures maraîchères et laitières autour de villes en forte croissance (mais en croissance moins forte que dans d'autres parties de l'Afrique tropicale) et de petites parcelles de café et de thé. A noter aussi quelques îlots de théiculture sur de grandes surfaces et de productions de fleurs et de légumes destinées aux marchés européens. L'auteur analyse les ruptures et les désorganisations engendrées par les guerres dans la production agricole (les baisses de production ayant été en partie compensées par l'aide alimentaire internationale). Les troubles ont engendré des déplacements temporaires ou définitifs de populations rurales, entraînant quelques délestages agricoles mais aussi des regroupements dans des camps ou des relocalisations autour de centres administratifs imposées pour des raisons de sécurité et, temporairement en tout cas, des dispersions (fuites) dans les régions où la forêt subsiste. Des regroupements forcés organisés par l'armée tutsi au Burundi ont déstructuré la population rurale, désorganisé l'agriculture et engendré des disettes. L'auteur dans ses conclusions est modérément optimiste. Il suggère curieusement qu'une voie d'avenir pour la production agricole pourrait être l'extension des îlots de cultures à forte valeur ajoutée (fleurs, légumes, particulièrement haricots) comme ceux que l'on trouve au

Kenya et en Tanzanie, un peu en dehors d'ailleurs de l'espace qui est concerné par l'article, mais à condition d'en modifier les pratiques actuelles (utilisation massive d'engrais, pesticides, etc. ; sous-tarifcation des transports aériens, part trop forte des capitaux étrangers, exploitation féroce des travailleurs locaux), ce qui est aujourd'hui certainement une vue de l'esprit. L'auteur estimant que "la racine des problèmes se trouve dans le dysfonctionnement de la citoyenneté" ne voit d'ailleurs de solution efficace que dans l'installation d'une "bonne gouvernance", dans l'arrêt de l'emballement démographique, dans l'utilisation systématique de l'atout que représente le savoir-faire paysan, dans une diversification des ressources et des techniques (aquaculture, irrigation, développement de structures touristiques, développement d'activités urbaines capables de délester les campagnes d'une partie de leur population) tout cela restant dans le cadre d'un modèle à prépondérance rurale.

- 8 Dès la fin de la deuxième guerre mondiale, on a cherché à multiplier dans ce sahel qui occupe une bonne partie du Burkina Faso (ancienne Haute-Volta), des espaces irrigués destinés à développer la production de riz inondé, avec une mécanisation au moins partielle des opérations agricoles. On a construit de petits barrages, aménagé des retenues d'eau. L'étude d'un de ces périmètres, à une quinzaine de kilomètres de Ouagadougou, montre des résultats décevants. L'accaparement des terres, au détriment des anciens propriétaires, par des citadins (commerçants et fonctionnaires), recourant à une main-d'oeuvre salariée, est pour beaucoup dans l'échec. La sécheresse de 1973 a donné le coup de grâce. On n'a pas non plus envisagé la solution raisonnable qui aurait été de restituer le périmètre aux anciens propriétaires qui auraient été certainement plus motivés pour le gérer convenablement. Il est dommage que l'article de Dieudonné Ouédraogo, qui traite ce cas, s'arrête pratiquement au début des années 1980. On apprend simplement par une note infrapaginale, qui n'est pas de l'auteur, qu'en 2004, ce périmètre irrigué est abandonné depuis une dizaine d'années. Il n'y a plus de canaux ; la retenue d'eau est complètement asséchée.
- 9 La faiblesse du développement de l'agriculture congolaise s'exprime bien dans l'importance que prend dans le commerce des produits alimentaires à destination de Brazzaville, une plante de la forêt secondaire dont les feuilles sont consommées comme légumes ou utilisées comme ingrédient dans différentes sauces. Il s'agit du koko, nom lingala d'une variété de Gnetum, une liane de la forêt (article de Yolande Ofouémé-Berton). Un bassin de ravitaillement s'est développé ainsi jusqu'à près de 500 km de la capitale. Les troubles politiques ont réduit fortement la production en provenance des forêts du Mayombe par la voie ferrée. Le koko vient donc surtout du nord de Brazzaville, des départements des Plateaux et de la Cuvette. Mais cette ressource de cueillette qui assure de modestes revenus à des villageois très éloignés est menacée par la surexploitation que favorisent les prix relativement élevés sur les marchés de la capitale.
- 10 On doit au même auteur une analyse de l'enclavement de la Cuvette Ouest du Congo-Brazzaville. Cette zone forestière, de climat subéquatorial, est à plus de 600 km de la capitale. Très faiblement peuplée (60 000 habitants c'est-à-dire 2 habitants au km²), elle n'a plus que des relations précaires avec l'extérieur. Faute d'entretien, les voies navigables ne peuvent servir que de façon temporaire même celle qui mène à un Parc national. L'état déplorable des routes a entraîné l'abandon des petites cultures paysannes de caféiers et de cacaoyers, l'abandon des plantations de palmiers à huile, la fermeture de l'huilerie (il n'y a plus qu'une cueillette paysanne pour une production

d'huile artisanale). Les habitants ne voient aucun intérêt à développer une production agricole pour la vente puisqu'ils ne pourraient pas l'écouler vers les centres urbains extérieurs à la région. Les communications ne sont pas meilleures vers la Gabon voisin et ne permettent aucun écoulement dans cette direction.

- 11 Un gros article sur les problèmes de développement du monde rural du Congo-Brazzaville, par Bonaventure M. Mengho et Pierre Vennetier, après un tableau du cadre physique, insiste sur la faible et inégale densité démographique. On a bien là un cas de cette géographie du sous-peuplement qu'avait étudiée Gilles Sautter. Les structures démographiques sont déséquilibrées par l'exode rural (base étroite de la pyramide des âges, sous-représentation des hommes de 15 à 40 ans, excédent féminin global). Le Congo est un des pays africains où aujourd'hui la population urbaine est majoritaire (64,5 % en 2000) mais la population rurale en nombre absolu a doublé depuis 1960 (en 2002, 1 050 000 ruraux sur 3 100 000 habitants)
- 12 Le monde rural a conservé la plupart de ses aspects traditionnels : techniques essentiellement manuelles, agriculture sur brûlis avec quelquefois des formes un peu plus intensives comme l'écobuage, prédominance du manioc et de la banane plantain dans l'alimentation, une situation foncière figée mais en cours d'évolution (notamment là où l'on pratique une culture d'exportation ou bien là où des citadins ont investi dans des cultures vivrières destinées à la ville), une part prédominante des femmes dans l'agriculture, surtout l'agriculture vivrière mais même dans cette dernière, la part de l'activité masculine augmente lorsque la production peut être vendue sur les marchés urbains.
- 13 Les plantations "industrielles" de palmiers à huile créées pendant la période coloniale ont été abandonnées. Il n'y a plus qu'une production artisanale. Même évolution pour les petites plantations paysannes de caféiers, de cacaoyers, de bananes-fruit (il y en a encore mais uniquement pour les marchés urbains proches).
- 14 Les plans ambitieux de développement agricole de la vallée du Niari, où ont été installés après 1947, des colons européens, après divers avatars, n'ont laissé comme marques qu'une plantation agro-industrielle de canne à sucre et des ranches d'élevage bovin. Par contre le développement de petites agglomérations le long de la voie ferrée du Congo-Océan qui la traverse a fourni des débouchés pour la production vivrière villageoise. D'autres grands projets, qui auraient pu avoir des retombées pour le monde rural comme le Barrage du Kouilou et le projet "Cuvette du Congo" ont avorté, le premier dès les années 60-65 quand Inga fut construit en R.D.C., le second après quelques enquêtes préparatoires.
- 15 En ce qui concerne le monde rural villageois, on n'a cessé, dès la dernière décennie de l'époque coloniale, de créer de nouvelles formes d'encadrement pour stimuler et moderniser la production agricole. Les Sociétés indigènes de Paysans ont fait place aux Centres de Coopération rurale. Il y eut aussi différentes formes de développement communautaire qui auraient dû donner naissance à des coopératives. Tout cela s'est dissous après quelques années. Dans la décennie 1970, une opération inspirée des projets socialistes tanzaniens de "villagisation", sans la moindre consultation des populations concernées, a échoué, malgré l'emploi de la force allant jusqu'à l'incendie des villages qui refusaient de se déplacer. Il en fut de même pour un projet de "villages-centres" (1982-1986), dont les équipements auraient dû retenir la population et enrayer l'exode rural. Son exécution fut d'ailleurs largement obérée dès le départ par le coût

excessif des enquêtes de faisabilité confiées à des consultants étrangers et à l'achat du matériel roulant considéré comme indispensable.

- 16 On n'a pu guère compter non plus sur la mise en valeur des ressources naturelles pour créer des débouchés et donc des stimulants pour la production agricole. L'exploitation forestière fondée principalement sur le limba a progressé du Mayombe vers le massif du Chaillu mais en abandonnant les sites épuisés et en laissant derrière elle des espaces dépeuplés. La pêche maritime est dérisoire. Par contre, la pêche dans le Stanley Pool et dans la cuvette (pour les poissons fumés) a été stimulée par les besoins de Brazzaville, d'où un intense trafic par baleinières et vedettes sur le fleuve. Peu d'espoirs peuvent être fondés sur l'extraction des ressources minérales pour créer des bassins de consommation de produits agricoles. Gisements peu intéressants, trop loin de la côte, peu de main-d'oeuvre disponible. On envisage une relance de l'exploitation des gisements de potasse, abandonnée après 1976, et qui, par ses boues, a stérilisé de vastes espaces, mais pour des substances associées à la potasse.
- 17 Le seul levier important susceptible de développer les campagnes congolaises est l'approvisionnement des centres urbains. Mais comme les régions du sud-ouest qui participaient le plus à ce ravitaillement ont été le plus sinistrées par la guerre civile, il faut attendre le retour à la sécurité pour que le développement de la production puisse reprendre.
- 18 Si le rôle de l'Etat a été souvent désastreux dans le monde rural, il reste indispensable pour que les projets agricoles puissent être accompagnés d'une politique de travaux publics (notamment ferroviaires et routiers), d'éducation et de santé se fixant des buts à la mesure des moyens disponibles et utilisant mieux que cela a été fait jusqu'à présent les revenus apportés par l'exploitation du pétrole.
- 19 Une grosse contribution de Pierre Vennetier pose les mêmes questions sur le développement rural, mais cette fois à l'échelle de l'Afrique tropicale (surtout, comme nous l'avons dit plus haut, de sa partie francophone).
- 20 C'est une remarquable mise au point, très fouillée, qui ne néglige aucun aspect des changements des activités du monde rural et de certaines de ses structures sociales. Elle passe en revue les moyens mis en oeuvre pendant et après la période coloniale pour développer une économie rurale de marché, par l'exploitation des ressources naturelles ou l'introduction de cultures de rente visant à la fois à fournir des matières premières aux métropoles et à accroître le revenu monétaire des paysans pour leur permettre ainsi d'avoir accès aux produits de consommation importés. Les structures sociales et les modes de production se sont transformés et il n'y eut pas que des facteurs externes dans ces modifications. L'article rappelle les modifications apportées par l'aménagement d'un nouveau système de voies de communication, particulièrement le long des voies ferroviaires, souligne la persistance de formes de cueillette adaptées à l'économie de marché, décrit les effets des cultures de rente comme le coton, par exemple dans la naissance de mouvements associatifs qui ont connu des fortunes diverses. Il y eut quelques belles réussites comme au Cameroun pour le coton, et pour l'Union des Coopérateurs de café arabica de l'Ouest du Cameroun, du moins jusqu'il y a une quinzaine d'années. Il y eut quelques succès aussi, dans ces domaines, au Burkina Faso au cours des dernières décennies souvent grâce à l'appui d'ONG. Dans le dernier tiers du XX^e siècle, de multiples projets de développement se sont mis en place dans le cadre des systèmes de "Coopération".

- 21 L'article analyse les grands projets d'intervention : paysannats du Congo belge, Plan des arachides, introduction de la culture attelée comme étape vers la mécanisation, Office du Niger, Opérations Terres Neuves, Aménagement des Vallées des Voltas, grands barrages, etc. et explique de façon lucide et pénétrante pourquoi les objectifs initiaux ont rarement été atteints.
- 22 Une grosse partie de cette communication est consacrée aux effets de l'urbanisation sur la vie et le développement des campagnes. On connaît les nombreuses publications que l'auteur a consacrées à ce sujet et nous n'y reviendrons pas ici. Notons aussi qu'il ne néglige pas non plus de traiter le cas du tourisme international et estime d'ailleurs que la politique des parcs et des réserves naturelles devrait être repensée dans un certain nombre de cas.
- 23 Les conclusions sont soigneusement équilibrées. La vision n'est pas catastrophique mais l'auteur s'indigne du gaspillage de tant d'efforts et du fait que les concepteurs n'ont généralement pas compris toutes les implications de leurs innovations et notamment de l'interprétation très différente de la leur que pourraient en avoir les paysans concernés. La prise en mains, ces dernières années, par les paysans eux-mêmes, de multiples petits projets est un ferment d'espoir.